



PERVENCHE BERÈS

Présidente de la Délégation socialiste française
Coordinatrice S&D de la commission économique et monétaire
Votre députée européenne pour la circonscription Ile-de-France
et Français établis hors de France

— LETTRE D'INFORMATION - OCTOBRE | 2016 —

ÉDITO

L'Europe que nous voulons et que nous bâtissons

Chers internautes,

Le Parlement européen a approuvé par 610 voix pour, 38 contre et 31 abstentions, mardi 4 octobre, la ratification par l'Union européenne de l'accord de Paris sur le climat. Ban Ki-moon, le secrétaire général de l'ONU assistait, avec Ségolène Royal, à ce vote et à la cérémonie de signature, saluant cette victoire de l'unité européenne et du multilatéralisme.

Le groupe d'extrême-droite de Madame Le Pen ne s'est pas associé à ce jour historique pour l'Europe et la planète.

L'Accord de Paris entre en vigueur un mois après que 55 parties représentant au moins 55% des émissions mondiales de gaz à effet de serre aient déposé leur instrument de ratification. Avec la ratification récente du Canada, celle de l'UE et de 7 de ses États membres dont la France, le 5 octobre à New York, ce double seuil est franchi. Cet accord, où le rôle de la France sous l'autorité du président de la République et de la diplomatie française conduite par Laurent Fabius et Laurence Tubiana aura été déterminant, prendra donc effet juste avant le début de la COP22 de Marrakech.

Quand l'Union parle d'une seule voix et conjugue ses forces, qu'elle s'engage dans la coopération internationale, qu'elle retrouve les valeurs et les objectifs qui sont au cœur de son identité, elle pèse dans la mondialisation. A nous maintenant de traduire cela en une stratégie d'investissement cohérent ; c'est en ce sens que nous allons nous saisir de renouveau du plan d'investissement dit plan Juncker.

*A bientôt,
Pervenche Bus'.*

UN ACCORD HISTORIQUE



Mardi 4 octobre 2016

COP 21 : une avancée décisive pour une entrée en vigueur rapide !

Le 30 septembre dernier, les États membres se sont accordés pour une adoption rapide par l'Union européenne de l'accord de Paris, sans attendre la ratification par ses 28 États membres. Cet accord a été approuvé en séance plénière aujourd'hui, ce dont nous nous réjouissons. L'Accord de Paris va donc entrer en vigueur lors de la COP 22 qui se tiendra à Marrakech du 7 au 18 novembre prochains ; c'est un moment historique pour la planète : la communauté internationale va pouvoir mener le combat du siècle contre les bouleversements climatiques...

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française

[Lire la suite](#)

LA SOLIDARITÉ ET L'INVESTISSEMENT POUR SORTIR DE LA CRISE

Samedi 8 octobre 2016

Zone euro : un budget spécifique peut changer la donne

Le 8 octobre dernier, je participais à l'émission « 500 millions d'Européens », sur BFM pour évoquer les grandes lignes de mon rapport sur un « Budget spécifique pour la zone euro » avec Yann-Anthony Noguès (BFM), Jean Quatremer (Libération), Charles de Marcilly (Fondation Robert Schuman), Jean-Sébastien Lefebvre (Contexte).

Emission BFM « 500 millions d'Européens »

[Voir l'émission](#)

Mercredi 5 octobre 2016

Brexit : il n'y a pas de temps à perdre pour remettre l'Union sur les rails et pour doter la zone euro d'un budget !

Je débats, avec mon co-rapporteur Reimer Böge, de l'urgence, après le referendum britannique, de prendre des mesures indispensables pour la survie de l'Union, au nombre desquelles la création d'un budget spécifique à la zone euro dont nous proposons conjointement les contours dans un texte qui sera voté, en session plénière, en décembre...

Emission Euranet+

[Voir l'émission](#)

Mardi 4 octobre 2016

L'investissement de long terme est un bien public par excellence

Pervenche Berès, au nom du groupe S&D. – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, je vous remercie d'avoir déjà, dans votre intervention liminaire, déminé beaucoup des points qui préoccupent ce Parlement. Je voudrais aussi remercier mon collègue Theodor Stolojan, qui anime avec beaucoup d'efficacité et d'intelligence notre groupe de travail. Les normes comptables élaborées à la suite de la crise financière – vous l'avez rappelé – étaient d'abord destinées aux banques, puisque la crise financière a révélé la nécessité de renforcer la solidité du système financier mondial, y compris à travers ces normes comptables...

Débat en séance plénière sur les normes comptables

[Voir la vidéo](#)

Mardi 4 octobre 2016

L'allègement de la dette grecque relève de l'urgence

Pervenche Berès (S&D). – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, la Grèce a accompli des efforts extraordinaires en matière de réformes et de sérieux budgétaire afin de respecter l'ensemble de ses promesses vis-à-vis de l'Union européenne. Le bilan du gouvernement hellénique, plus d'un an après l'accord noué en août 2015, est d'autant plus remarquable que le pays se situe en première ligne dans la crise de l'accueil des réfugiés. Aucune raison ne peut être avancée pour empêcher le déblocage de la nouvelle tranche de près de 2,8 milliards d'euros prévue par le programme...

Débat en séance plénière sur la situation en Grèce

[Voir la vidéo](#)

Lundi 3 octobre 2016

Une suspension des aides à l'Espagne et au Portugal serait ridicule, elle ferait perdre la confiance des investisseurs

Le 12 juillet dernier, le Conseil a décidé que l'Espagne et le Portugal n'avaient pas pris des mesures efficaces en réponse à ses recommandations pour corriger leurs déficits excessifs, comme l'exige le pacte de stabilité et de croissance. Il a donc déclenché la procédure de déficit excessif pour ces deux pays...

Intervention lors de la réunion conjointe des commissions Economique et monétaire et Développement régional sur la procédure « Déficit excessif » pour l'Espagne et le Portugal

[Voir la vidéo](#)

Extrait de la lettre des présidents des commissions Economique et monétaire et Budgets adressée à Martin Schulz, président du Parlement, à l'issue du dialogue structuré :

On 3 October, the REGI and ECON Members met with Commission Vice-President Jyrki Katainen and Commissioner Corina Crețu. Representatives from BUDG, EMPL, AGRI and PECH participated in this hearing in the framework of the structured dialogue foreseen by Article 23(15) of Regulation 1303/2013. This was the first step in the structured dialogue procedure, the format of which had been approved by the Conference of Presidents on 15 September.

In the course of the hearing, a large number of Members, including the representatives of BUDG, EMPL, AGRI and PECH committees, opposed the suspension of ESI funds while some others stressed the importance to apply the legal framework. The Commission underlined its legal obligation to come forward with a proposal to suspend part of ESI funds, while conceding that the legislation did not foresee any deadline for this.

[Lire l'intégralité de la lettre de R. Gualtieri Pt de la commission ECON et de I. Mihaylova Pte de la commission REGI](#)

HIER BARROSO, AUJOURD'HUI KROES



Mardi 5 octobre 2016

Monsieur Barroso, le fait d'avoir été président de la Commission implique des obligations

Pervenche Berès (S&D). – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, j'aurais voulu m'adresser au président de la Commission, Jean-Claude Juncker, car il a dit que M. Barroso était son ami. M. Barroso n'est pas mon ami.

Avec d'autres, je n'ai jamais voté pour lui, mais je crois que le fait d'avoir été président de la Commission implique des obligations. Être commissaire est une charge immense. Je ne dis pas qu'après avoir été commissaire, on n'a pas le droit de travailler. Mais on ne peut pas avoir porté l'intérêt général européen et aller ensuite travailler pour Goldman Sachs...

Débat en séance plénière sur les conflits d'intérêt.

[Voir la vidéo](#)

Mardi 5 octobre 2016

Avoir été président de la Commission et oser partir travailler chez Goldman Sachs, c'est totalement contraire à l'esprit européen

L'ancien président de la Commission européenne embauché par Goldman Sachs - la banque symbole de toutes les turpitudes du capitalisme financier mondial -, une ancienne commissaire européenne, Neelie Kroes, administratrice d'une société offshore aux Bahamas... ces scandales n'en finissent pas d'affaiblir la crédibilité de l'Europe, faisant le lit de tous les populismes. Je débats avec Eva Joly et Patrick Le Hyaric, dans le cadre des émissions organisées au Parlement européen par le Journal l'Humanité, et animées par Jean-Jacques Régibier...

Les Débats de l'Humanité

[Voir l'émission](#)

Mardi 27 septembre 2016

Barroso, Kroes, les sans-gêne : retour sur le passé

Pour éclairer le présent, il faut se pencher sur le passé.

J'ai rassemblé quelques documents d'archives de la période « Investiture de la Commission Barroso-Kroes 2004-2009 » :

- Résolution du Parlement européen sur l'élection de la Commission Barroso I - 18 novembre 2004
- Appel nominal sur l'élection de la Commission - 18 novembre 2004
- Réponses écrites pré-audition de Neelie Kroes
- Résumé de l'audition de Neelie Kroes - 28 septembre 2004
- Evaluation de l'audition de Neelie Kroes par la Commission économique et monétaire - 29 septembre 2004
- Lettre de Pervenche Berès à Josep Borrell sur la gestion des conflits d'intérêts - 8 décembre 2004
- Lettre de Josep Borrell à José Manuel Barroso sur la gestion des conflits d'intérêts - 24 février 2005
- Lettre de José Manuel Barroso à Josep Borrell sur la gestion des conflits d'intérêts - 7 mars 2005
- Communiqués de presse de la Délégation socialiste française

[Voir ces archives](#)

Mercredi 21 septembre 2016

Barroso, Kroes... les sans-gêne

Mme Kroes, ancienne commissaire européenne en charge du numérique sous l'ère Barroso et qui travaille désormais pour Uber, vient donc de se faire épingle dans l'affaire des Bahamas Leaks. Elle est restée 9 ans à la tête d'une société des Bahamas sans rien déclarer, avec de forts soupçons de conflit d'intérêts. C'est là une violation totale du code de conduite des commissaires européens. Faut-il rappeler que M. Barroso avait tout fait pour la protéger lors de sa désignation comme commissaire européenne, alors que le Parlement européen soulevait de nombreux cas de risque de conflit d'intérêts ?

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française

[Lire la suite](#)

POLOGNE : SOLIDAIRES AVEC LES POLONAISES ET LES POLONAIS DANS LA DÉFENSE DE TOUS LEURS DROITS



Mercredi 5 octobre 2016

Pologne : mon corps mon choix ! moje ciało mój wybór !

Les eurodéputés socialistes et radicaux se sont mobilisés pour que le Parlement européen organise un nouveau débat aujourd'hui sur la Pologne. Ce débat s'est déroulé alors même que la pression des citoyens Polonais, et partout dans le monde, est en train de faire fléchir le Gouvernement Polonais. Cette mobilisation reste nécessaire jusqu'au retrait définitif de ce texte...

Communiqué de presse de la délégation socialiste française

[Lire la suite](#)

Vendredi 23 septembre 2016

Pologne, un coup d'état permanent contre la démocratie : hier la liberté d'informer, aujourd'hui celle des femmes à disposer de leur corps

Les eurodéputés socialistes et radicaux jugent inacceptable la proposition de loi polonaise sur l'avortement, qui devrait modifier et durcir celle en vigueur jusqu'à l'interdiction totale, loi déjà parmi les plus restrictives d'Europe. Femmes, médecins et personnels soignants seraient menacés de peine allant jusqu'à 5 ans d'emprisonnement. C'est là une mesure obscurantiste et liberticide, une négation totale du droit fondamental des femmes à disposer librement de leur corps. C'est également une violation claire et manifeste de la Convention européenne des droits de l'homme...

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française

[Lire la suite](#)



CALAIS : LA SOLUTION, C'EST LA RELOCALISATION PAS LA DÉNONCIATION DES ACCORDS DU TOUQUET

Mardi 4 octobre 2016

On organise, à l'échelle de notre pays la relocalisation que nous avons voulue au Parlement à l'échelle européenne

Pervenche Berès (S&D). – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, qui peut penser que le gouvernement français se satisfait de la situation à Calais? Qui peut douter de l'engagement du président de la République et de son ministre de l'intérieur à résoudre la situation à Calais? Non, Madame Grossetête, la seule chose qui est faite, ce n'est pas de construire un mur, la chose qui est faite, c'est d'organiser à l'échelle de notre pays cette relocalisation que nous avons voulue aussi, ici, à l'échelle européenne...

Débat en séance plénière sur la situation à Calais

[Voir la vidéo](#)

DÉFENDRE LES INTERÊTS INDUSTRIELS DE L'UNION, C'EST AVANT TOUT DÉFENDRE LES INTERÊTS DES EUROPÉENS

Mercredi 5 octobre 2016

La mise en œuvre d'un instrument de défense commerciale est une question majeure pour servir les intérêts des Européens

Pervenche Berès (S&D). – Monsieur le Président, je regrette que nous préparions le Conseil européen sans son président. Monsieur le représentant du Conseil, vous allez parler du commerce extérieur, lors de cette rencontre. Tirez les leçons de ce qui s'est passé à Bratislava. Lors de ce sommet, nous avons parlé de défense et, juste après, le Royaume-Uni – pays qui a décidé de quitter l'Union européenne – a dit que nous n'avions pas le droit d'aller dans cette direction.

Dans le domaine du commerce extérieur, vous devez vous servir de ce Conseil européen pour avancer sur les sujets qui nous préoccupent. La mise en œuvre d'un instrument de défense commerciale est une question majeure...

Intervention dans le débat sur la préparation du Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016
[Voir la vidéo](#)

Mercredi 5 octobre 2016

L'Europe doit se doter d'une politique industrielle européenne ambitieuse

Le Parlement européen a adopté, aujourd'hui, une résolution au lendemain de l'annonce des fermetures chez Caterpillar et Alstom. Longtemps, les mots « politique industrielle » ont été oubliés en Europe.

Ce n'est plus tout à fait le cas depuis quelques années, dans les paroles au moins : mais il est urgent que les actes suivent. Nous avons besoin d'une politique industrielle européenne ambitieuse pour ne pas laisser des pans entiers de notre industrie disparaître.

Le point de départ, c'est d'anticiper les restructurations et de renforcer le dialogue social avec tous les acteurs concernés au niveau européen, national et local afin d'éviter les pertes d'emplois et les licenciements comme le Parlement européen l'avait demandé avec force dans le précédent mandat...

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française
[Lire la suite](#)

NOTRE JEUNESSE, NOTRE AVENIR

Jeudi 6 octobre 2016

Garantie jeunesse : halte au bonneteau !

Les jeunes sont les premières victimes de la crise, avec plus d'un jeune sur quatre au chômage. C'est pour cela que les socialistes et radicaux se sont longtemps battus en faveur d'une « garantie européenne pour la jeunesse », et l'ont obtenue en 2013. Plus de 14 millions de jeunes ont profité de cette mesure depuis, qui a permis à 9 millions d'entre eux d'obtenir une offre d'emploi, une formation, un stage ou un apprentissage.

C'est ce que l'on pourrait appeler une réforme structurelle progressiste !...

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française
[Lire la suite](#)

Mercredi 5 octobre 2016

Découvrir l'Europe : en train !

Le Parlement européen a débattu, hier soir, de la proposition d'offrir aux jeunes Européens des pass Interrail gratuits à leur 18ème anniversaire afin de leur permettre d'explorer et de mieux connaître l'Europe. Cette idée des jeunes socialistes allemands fait son chemin et nous nous en réjouissons ! Dans le même esprit qu'Erasmus, et parce que les voyages forment la jeunesse, il s'agit de permettre à l'ensemble de la jeunesse européenne de se rencontrer, tout en dynamisant encore un peu plus le secteur ferroviaire européen...

Communiqué de presse de la Délégation socialiste française

[Lire la suite](#)

EN QUESTION : L'AVENIR DU CRÉDIT IMMOBILIER EN FRANCE

Jeudi 21 septembre 2016

Crédit immobilier : le modèle français est-il menacé ?

Une résolution a été adoptée en France par l'Assemblée nationale et le Sénat afin de défendre le modèle français de crédit immobilier face aux intentions réglementaires du Comité de Bâle. Partagez-vous les demandes formulées par vos collègues ?

Nous assistons en effet à une mobilisation de la part de nos collègues de l'Assemblée et du Sénat. J'entends leurs préoccupations et en tant que Française, je suis attachée au crédit immobilier à taux fixe pour faciliter l'accès à la propriété : avec ce système, c'est la banque, plus à même de faire face aux évolutions du marché, qui assume le risque de taux, et non le particulier. Toutefois, depuis quelques années, les taux sont historiquement bas. Dès lors, il faut se demander ce qui se passera pour la solvabilité des banques françaises en cas de remontée des taux...

Interview parue dans « *Revue Banque* » n°800 - Propos recueillis par Sophie Gauvent

[Lire la suite](#)

AGENDA

LUNDI 10 OCTOBRE 2016

Commission Economique et monétaire - Audition de Margrethe Vestager - Bruxelles
Dîner informel des ministres socialistes de l'Economie et des finances - Luxembourg

MARDI 11 OCTOBRE 2016

Commission Economique et monétaire - Bruxelles
Rencontre d'Agnes Kunhalmi, dirigeante de l'opposition hongroise - Bruxelles

MERCREDI 12 OCTOBRE 2016

Commission Economique et monétaire - Bruxelles
Commission des Affaires constitutionnelles - Bruxelles
Commission de l'Industrie, de l'énergie et de la Recherche - Bruxelles
Séminaire organisé par l'Intergroupe Industries culturelles et créatives : "Les industries créatives et culturelles : Emplois croissance et avenir numérique de l'Europe" - Bruxelles
Dîner informel des ministres socialistes des Affaires sociales - Luxembourg

JEUDI 13 OCTOBRE 2016

Petit déjeuner débat - Parlement européen des entreprises - Travailleurs détachés - Bruxelles
Commission PANA - Blanchiment de capitaux, évasion fiscale et fraude fiscale - Audition OCDE, GAFI, EUROJUST - Bruxelles
Séminaire annuel Friends of Europe : "Disruption, Désordre et Division: le temps de la décision pour Europe" - Bruxelles

Commission de l'Industrie, de l'énergie et de la Recherche - Bruxelles

VENDREDI 14 OCTOBRE 2016

Déjeuner du cercle des industries de réseaux européens - Paris

LUNDI 17 OCTOBRE 2016

Conférence interparlementaire sur la Stabilité, la coordination économique et la gouvernance - Bratislava

MARDI 18 OCTOBRE 2016

Intervention à la Conférence interparlementaire sur la Stabilité, la coordination économique et la gouvernance : "Les stabilisateurs automatiques : Pierre angulaire de l'Union budgétaire" - Bratislava
Réunion du bureau et des chefs de Délégation - Bruxelles
Groupe S&D - Bruxelles

MERCREDI 19 OCTOBRE 2016

Groupe S&D - Bruxelles
Séminaire « Futur de l'Union » organisé par le service de presse du Parlement européen
Déjeuner avec les représentants socialistes des Parlements nationaux dans le cadre de la Convention du groupe S&D sur « Un nouvel agenda pour l'Europe après le Brexit » - Bruxelles
Évènement du groupe S&D « Ensemble - Une nouvelle direction pour une Europe progressiste » avec des représentants socialistes et sociaux-démocrates des Parlements nationaux, des ONG et des membres de la société civile - Bruxelles

JEUDI 20 OCTOBRE 2016

Commission des Affaires constitutionnelles - Bruxelles
Conférence du groupe S&D sur les lanceurs d'alerte - Bruxelles
Déjeuner-débat de l'Intergroupe Investissement de long terme - Bruxelles

DU LUNDI 24 OCTOBRE AU JEUDI 28 OCTOBRE 2016

Session plénière à Strasbourg

Mauvaise visualisation ? [Cliquez ici](#)
[Se désabonner](#)

